

La Poste, le 11 janvier 2008.

Consultation Publique de l'ARCEP

L'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

Contribution du groupe La Poste

L'ARCEP a lancé une consultation publique sur l'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès.

Le groupe La Poste souhaite faire part de son avis. Cette consultation fait en effet suite à une concertation que l'ARCEP a menée pendant l'année 2007 avec certains opérateurs et industriels, et à laquelle La Poste n'avait pas été associée, bien qu'elle soit partie prenante.

Les résultats de la consultation apporteront certainement des éclairages sur l'organisation réglementaire du droit légal des opérateurs postaux d'accéder aux boîtes aux lettres particulières. Un décret doit à ce titre compléter le processus législatif déjà amorcé.

Une réforme de l'organisation réglementaire apparaît nécessaire pour plusieurs raisons :

- Elle doit permettre à la concurrence rendue possible par l'ouverture accrue des marchés postaux depuis le 1^{er} janvier 2006 de s'opérer dans les meilleures conditions pour les destinataires des envois ;
- Elle doit trouver un juste équilibre entre le droit des destinataires à recevoir les objets qui leur sont destinés et leur aspiration à habiter dans des immeubles dont la tranquillité doit être assurée ;
- Elle doit être telle que la confiance, aujourd'hui accordée au groupe La Poste pour l'ensemble de ses activités, et plus largement, l'image du média courrier auprès du public ne soit pas altérée par des dysfonctionnements qui nuiraient à la sécurité et à la tranquillité des parties communes dans lesquelles sont installées les boîtes aux lettres, et qui seraient préjudiciables à l'ensemble des distributeurs ;
- Elle doit permettre tant d'assurer l'exécution du service universel dans les meilleures conditions que de préserver la réalisation des activités économiques qui se sont développées au-delà du champ du service universel.

Les titulaires d'autorisations délivrées par l'ARCEP disposent d'un droit d'accès aux boîtes aux lettres particulières installées dans les halls d'immeubles, l'accès aux logements proprement dits faisant généralement l'objet d'une sécurisation supplémentaire. Ce droit va de pair avec l'obligation des propriétaires et des syndic de copropriété d'organiser les modalités de cet accès.

Certains immeubles sont équipés de systèmes électroniques d'accès, dont celui appelé VIGIK. Ce système est protégé par un brevet propriété de La Poste et géré pour son compte par le Comité National Malveillance Incendie Sécurité (CNMIS).

Les prestataires de service susceptibles d'entrer dans les halls d'immeubles peuvent se procurer des codes services auprès des industriels utilisant la technologie VIGIK. Ils contactent les gestionnaires de la copropriété équipée d'une serrure VIGIK afin de déterminer les jours et les plages horaires d'accès.

Toutefois, les opérateurs postaux rencontrent des difficultés pratiques pour entrer dans ces immeubles. De plus, même dans le cas de l'utilisation par des opérateurs de codes natifs propres, des difficultés d'accès au parc d'immeubles déjà équipés de VIGIK se posent.

Or, certaines entreprises, dont La Poste, disposent de codes dits « natifs », car pré-installés dans les serrures, ne nécessitant donc pas une activation particulière de la part des gestionnaires d'immeubles.

Dans ces circonstances, et afin que les habitants des immeubles équipés de VIGIK reçoivent les différents types de courrier et objets qui leur sont destinés, quel que soit l'opérateur chargé de la distribution, La Poste a pris en compte la nécessité de faire évoluer les modalités d'utilisation de VIGIK.

A ce titre, afin de permettre aux opérateurs autorisés par l'ARCEP d'exercer opérationnellement leurs droits d'accès, La Poste a d'ores et déjà proposé à l'ARCEP, avec effet immédiat, la mise à disposition de l'un des codes natifs VIGIK qu'elle détient à l'ensemble de la communauté de ces opérateurs autorisés.

A cet effet, La Poste a consulté les parties prenantes représentées dans les instances de gestion du brevet de la technologie VIGIK, la mise en œuvre de ce partage impliquant :

- que La Poste rende l'un de ses codes natifs disponible et de le confier au CNMIS ;
- que soit créée la structure adéquate pour gérer le code mutualisé utilisé par les opérateurs titulaires d'une autorisation délivrée par l'ARCEP, dans une solution apportant toutes les garanties de fiabilité, impartialité et de sécurité aux parties prenantes ;
- que soit organisé entretemps le partage provisoire du code dans les plus brefs délais afin de permettre aux opérateurs postaux d'exercer rapidement leur droit d'accéder aux boîtes aux lettres particulières pour les immeubles équipés de VIGIK.

Ce dispositif a reçu un avis favorable de principe de ces instances, où sont représentés des opérateurs postaux, des gestionnaires d'immeubles et des industriels. Il a, par ailleurs, été présenté par La Poste au Collège de l'ARCEP, et, par courrier du 27 novembre 2007, le Directeur Général de l'Autorité a incité La Poste à faire diligence pour prendre les mesures adéquates, dans l'attente de la définition d'une gouvernance de long terme.

Ce processus de mise à disposition présente l'avantage d'être rapidement opérationnel et est déjà en cours de déploiement. Ainsi, l'un des codes utilisés par La Poste sera confié au CNMIS dans les prochains jours. Par ailleurs, afin d'apporter des garanties de sécurité pour l'utilisation du code mutualisé, La Poste a proposé aux instances chargées de la gestion de la

marque VIGIK, des procédures de sécurité du transfert de la clé, ainsi qu'une charte d'engagements que les opérateurs autorisés par l'ARCEP et bénéficiaires du code devront respecter.

Afin d'assurer la plus grande transparence sur l'utilisation de ce code partagé par plusieurs opérateurs postaux, La Poste informera rapidement les principaux représentants de propriétaires et gestionnaires d'immeubles du transfert et des modalités d'utilisation de ce code. Ainsi seront-ils avisés que de nouveaux utilisateurs sont susceptibles d'entrer dans les immeubles au moyen d'un code jusqu'ici exclusivement utilisé par le groupe La Poste.

De même, il est prévu que le gestionnaire du site www.vigik.com publie la liste des opérateurs bénéficiant du code partagé, ainsi que les zones sur lesquelles ils opèrent.

La Poste a donc de sa propre initiative apporté une réponse opérationnelle rapide, conciliant au mieux l'accès équitable aux immeubles équipés de VIGIK pour les opérateurs et l'information des principaux représentants de propriétaires et gestionnaires d'immeubles, dans l'esprit de trouver un équilibre pragmatique entre le droit à l'information et le droit à la tranquillité.

Au delà de cette solution transitoire, La Poste convient également de la nécessité d'engager dès à présent les travaux nécessaires à une organisation pérenne des mécanismes de gouvernance du code natif VIGIK mutualisé, dans laquelle La Poste ne serait plus impliquée que comme un utilisateur parmi d'autres. Ces travaux pourraient porter sur la création d'un organisme représentatif qui serait chargé, en tant que titulaire du code natif mis à disposition des opérateurs, d'organiser les conditions d'accès égal et sécurisé au code entre les opérateurs autorisés et d'en assurer le respect en liaison avec l'ARCEP.

La solution d'urgence décrite plus haut étant mise en place, le groupe La Poste propose, dans un second temps, de partager le même code natif que les opérateurs autorisés, afin de rendre disponible d'ici quelques mois l'autre code natif au profit des services d'urgence.

Pour faciliter la mise en place de cette nouvelle organisation, La Poste suggère qu'une mission soit confiée par l'ARCEP à une ou plusieurs personnalités qualifiées.

Au-delà de cette réponse qui aborde la plupart des questions posées par l'ARCEP, le groupe La Poste souhaite répondre spécifiquement à certaines des questions posées :

Question 3 : Quelles mesures sont à envisager pour que les porteurs de presse « agissant pour le compte d'une entreprise de presse ou d'une société de portage de presse, titulaire de l'autorisation prévue à l'article L3 du code des postes et des communications électroniques » puissent exercer leur activité ?

La Poste propose que les porteurs de presse visés par la question, titulaires d'une autorisation de l'ARCEP au titre de l'article L.3 du code des postes puissent accéder au code natif dans les conditions décrites ci-dessus, dans le respect des exigences de transparence et d'information. Le gestionnaire d'immeuble pourra ainsi faire le lien entre le porteur de presse qui entre dans

son immeuble et la ou les entreprises de presse ou de portage de presse pour laquelle/lesquelles il travaille.

Question 7 : Dans quelles conditions les opérateurs postaux ou leurs filiales peuvent-ils utiliser leur accès natif pour d'autres activités de distribution que celles visées par l'article L. 5-10 ?

L'utilisation d'un code natif par les opérateurs postaux nécessite la plus grande transparence afin d'apporter des garanties de confiance aux propriétaires et/ou gestionnaires des immeubles équipés du système électronique d'accès VIGIK.

A ce titre, une complète information des propriétaires et gestionnaires d'immeubles est nécessaire quant aux opérateurs utilisant les codes natifs et les conditions d'utilisation de ces codes dans leur organisation interne, et notamment par des filiales.

La charte d'engagements proposée par La Poste traite de cette question en soumettant les utilisateurs du code natif mutualisé à des obligations d'informations auprès des gestionnaires d'immeubles en ce qui concerne les filiales, les zones de distribution, la liste des activités postales exercées dans l'utilisation du code.

Dans cet esprit, le groupe La Poste informera dans les prochains jours les principaux représentants de propriétaires et gestionnaires d'immeubles, du transfert et des modalités d'utilisation du code natif mis à disposition des opérateurs, ainsi que des modalités d'utilisation du code natif qu'il conserve pour l'ensemble de ses activités.

Les gestionnaires d'immeubles seront ainsi mieux à même d'organiser les modalités d'accès des opérateurs aux boîtes aux lettres.

L'ARCEP pourra s'assurer dans le cadre de sa mission qu'aucune mesure prise à ce titre n'entrave l'exercice des activités autorisées.